

**Fixation de la date du cinquantième des tirages au sort prévus pour l'amortissement des certificats d'investissements 5 p. 100 1953-1954.**

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi n° 53-1191 du 3 décembre 1953;

Vu les décrets n°s 53-1201, 53-1196 et 53-1197 des 1<sup>er</sup> décembre 1953, 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 1954;

Vu les arrêtés des 3 décembre 1953 et 1<sup>er</sup> décembre 1954,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le vendredi 11 novembre 1958, à dix heures trente, il sera procédé publiquement, dans l'une des salles de la direction de la dette publique, service des émissions, pavillon de Flore, à Paris, au cinquantième des tirages au sort prévus pour l'amortissement des certificats d'investissements 5 p. 100 1953-1954.

A cet effet, il sera extrait de la roue utilisée pour cette opération un des bulletins qu'elle contient.

Les certificats dont le numéro se terminera par le chiffre désigné par le sort seront remboursables à compter du 15 décembre 1958, à 105 p. 100 de leur valeur nominale.

Art. 2. — Sont nommés membres de la commission instituée en vue de procéder aux opérations de tirage au sort prévues par l'article précédent :

Le directeur de la dette publique ou son représentant, président;

Le directeur du Trésor ou son représentant;

Le directeur général chargé de la direction des opérations financières à la caisse autonome d'amortissement ou son représentant;

Un administrateur civil du service des émissions, qui remplira les fonctions de secrétaire.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 octobre 1958.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*

*Pour le ministre et par délégation :*

*Le directeur adjoint du cabinet,*  
ANTOINE PARTHAT.

**MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE**

**Arrêté du 18 septembre 1958 portant attribution de la médaille d'honneur de la jeunesse et des sports.**

Ce texte est publié au n° 28 du *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* paru ce jour.

**Décret du 11 octobre 1958 portant classement parmi les sites de la Péninsule du Van (Finistère).**

Par décret en date du 11 octobre 1958, est classé parmi les sites pittoresques du département du Finistère l'ensemble formé, sur la commune de Clédén-Cap-Sizun, par la Pointe du Van, comprenant les parcelles n°s 1 à 117 inclus et 303 à 423 inclus, section A 1.

Le présent décret sera notifié au préfet du département du Finistère, au maire de la commune de Clédén-Cap-Sizun et aux propriétaires intéressés.

Il sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation du site classé.

**Décret du 11 octobre 1958 portant nomination d'un professeur (enseignement supérieur).**

Par décret en date du 11 octobre 1958, M. Biays (Michel), agrégé près la faculté de droit de l'université de Rennes, est nommé professeur dans la chaire de droit civil de ladite faculté (dernier titulaire : M. Trasbot), à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1958, et titularisé à cette date dans le grade correspondant.

**Décret n° 58-970 du 13 octobre 1958 portant réforme du diplôme de directeur de colonie de vacances.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale et du ministre de l'intérieur,

Vu le décret-loi du 17 juin 1938 relatif à la protection des enfants placés hors du domicile de leurs parents;

Vu le décret du 15 janvier 1947 ayant pour objet le transfert des colonies de vacances au ministère de l'éducation nationale;

Vu le décret n° 54-41 du 6 janvier 1954 ayant pour objet le diplôme d'Etat de moniteur et de directeur de colonie de vacances;

Le conseil de l'éducation populaire et des sports entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 3 du décret n° 54-41 du 6 janvier 1954 est abrogé et remplacé par l'article 3 (nouveau) suivant :

« Les candidats au diplôme de directeur devront :

« 1° Être titulaires du diplôme de moniteur;

« 2° Avoir effectué un stage préparatoire aux fonctions de directeur d'une durée minimum de sept jours pleins en internat.

« Pourront s'inscrire à ce stage les personnes ayant vingt-trois ans le 1<sup>er</sup> juillet de l'année du stage et ayant participé à deux colonies comme membre du personnel d'encadrement;

« 3° Après le stage préparatoire, le candidat au diplôme de directeur de colonie de vacances devra avoir participé à l'encadrement d'une colonie de vacances comme adjoint au directeur ou à l'encadrement, comme responsable, d'un groupe d'adolescents en vacances collectives ».

Art. 2. — L'article 5 du décret n° 54-41 du 6 janvier 1954 est désormais libellé comme suit (article 5 [nouveau]) :

« Les candidats directeurs déclarés reçus obtiennent l'autorisation d'exercer les fonctions de directeur de colonie de vacances pour une durée de cinq ans consécutifs à la date de délivrance du diplôme.

« A l'expiration de la période de cinq ans, l'autorisation d'exercer les fonctions de directeur de colonie de vacances doit être renouvelée par décision du ministre de l'éducation nationale, après avis d'une commission.

« A l'appui de sa demande, le directeur devra justifier :

« a) De l'exercice des fonctions de directeur deux années au moins au cours des cinq dernières années;

« b) De la participation à un stage spécial d'information en internat d'une durée de trois jours, sous la responsabilité d'un organisme agréé pour la formation des cadres.

« Dans les cas où le demandeur ne pourrait présenter ces justifications, la nouvelle autorisation d'exercer ne pourra être accordée qu'après participation à un stage de formation tel que prévu aux épreuves du diplôme ».

Art. 3. — Les articles anciens 5, 6, 7, 8, 9, 10 du décret n° 54-41 du 6 janvier 1954 deviennent articles 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Art. 4. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 octobre 1958.

C. DE GAULLE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de l'éducation nationale,*  
JEAN BERTHOIN.

*Le ministre de l'intérieur,*  
ÉMILE PELLETIER.

**Décret du 16 octobre 1958 portant nomination d'un inspecteur principal en qualité d'inspecteur général de la jeunesse et des sports.**

Par décret en date du 16 octobre 1958, M. Adenis (Henri), inspecteur principal de la jeunesse et des sports (1<sup>re</sup> classe) (cadre départemental), adjoint au recteur de l'académie de Lille, et chargé de mission d'inspection générale à la direction générale de la jeunesse et des sports, est nommé inspecteur général de la jeunesse et des sports, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1958 (poste vacant).

Un arrêté ultérieur fixera le reclassement de l'intéressé dans son nouveau grade.

**Liste des établissements dans lesquels peuvent être subies, en 1958, les épreuves des diplômes d'études supérieures de langues et littératures étrangères vivantes.**

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'article 2 de l'arrêté du 18 juin 1901, modifié par l'arrêté du 2 mars 1911, instituant des diplômes d'études supérieures de langues et littératures étrangères vivantes;

Vu les deux arrêtés du 23 juillet 1906 relatifs au diplôme d'études supérieures de langue et littérature arabes;

Vu l'avis de la section permanente du conseil de l'enseignement supérieur,